

Unité départementale des Alpes Maritimes et du Var
Immeuble Nice Leader - Tour Hermès,
64/66 Rte de Grenoble
06200 Nice

Nice, le 16/12/2024

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 03/10/2024

Contexte et constats

Publié sur 

KERRY FLAVOURS FRANCE SAS

QUARTIER SAINTE MARGUERITE
Usine du Plan de Grasse CD304
06130 Grasse

Références : 2024_632
SPR/1220/2024
Code AIOT : 0006400337

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 03/10/2024 dans l'établissement KERRY FLAVOURS FRANCE SAS implanté QUARTIER SAINTE MARGUERITE Usine du Plan de Grasse CD304 06130 Grasse. L'inspection a été annoncée le 20/09/2024. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Cette visite d'inspection est consécutive à une mise en demeure.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- KERRY FLAVOURS FRANCE SAS
- QUARTIER SAINTE-MARGUERITE Usine du Plan de Grasse CD 304 06130 Grasse
- Code AIOT : 0006400337
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Seveso seuil bas
- IED : Oui

La société KERRY FLAVOURS FRANCE SAS (ci-après KERRY) exploite sur la zone industrielle du Plan, à Grasse (06) un établissement de fabrication d'arômes à destination de l'industrie agroalimentaire. Cet établissement est une installation classée pour la protection de l'environnement Seveso Seuil bas et son exploitation est soumise à autorisation par l'arrêté préfectoral du 7 décembre 2000 modifié par les arrêtés préfectoraux du 10 novembre 2005 et du 15 avril 2011.

Contexte de l'inspection :

- Suite à mise en demeure

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
1	Plan des stocks	AP de Mise en Demeure du 27/03/2023, article Article 1	Astreinte	1 mois
2	État des stocks	AP de Mise en Demeure du 27/03/2023, article Article 1	Astreinte	1 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Lors de cette visite, l'inspection a constaté que l'état des stocks détaillé et l'état des stocks synthétique ne répondent pas aux attentes de la réglementation et ne permettent pas de servir aux besoins de la gestion d'un événement accidentel ou de répondre aux besoins d'information de la population.

L'inspection attire l'attention sur l'importance de s'assurer de l'adéquation des données des états de stock et de la réalité des stocks en cas d'événement accidentel.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Plan des stocks

Référence réglementaire : AP de Mise en Demeure du 27/03/2023, article 1
Thème(s) : Produits chimiques, Stockage
Prescription contrôlée : [...] L'article 50-1 de l'arrêté ministériel du 04/10/2010 : en disposant d'un état détaillé des matières combustibles stockées comprenant l'ensemble des éléments d'information imposés par cet article, en s'assurant d'une mise à jour quotidienne et en vérifiant l'adéquation de cet état des stocks avec la quantité réellement stockée et le lieu de stockage dans l'établissement ; [...]
Constats : L'exploitant a transmis à l'inspection un fichier Excel regroupant les états des stocks, détaillé et synthétique. Un plan de stockage est joint à ce fichier. Cependant, ce document ne répond pas à la prescription de l'article 50-1. En effet, plusieurs éléments manquent dans l'état des stocks détaillé : <ul style="list-style-type: none">• Le nom des produits présents : les mentions de dangers ne permettent pas d'identifier les produits.• La zone de stockage : plusieurs zones portent le même nom, mais ne sont pas situées dans le même bâtiment (par exemple, la zone "100", présente dans les bâtiments 3, 4 et 5).• Le classement sous une des rubriques 4XXX de la nomenclature des installations classées n'est pas mentionné.• Le plan fourni est surchargé, rendant son exploitation difficile. L'exploitant a choisi de créer un document séparé pour les déchets, dont l'état des stocks est mis à jour une fois par semaine. Il indique les quantités présentes à un instant T. Par ailleurs, l'inspection a effectué un contrôle par échantillonnage sur le terrain. Les produits vérifiés étaient l'acétaldéhyde et l'oléorésine chili pepper. L'extraction SAP fournie présente des doublons : un produit est associé à un type de risque, lorsqu'il y a plusieurs risques, une ligne est créée pour chacun d'eux. Ainsi, pour l'acétaldéhyde, qui présente deux risques (inflammable et toxique), il y a deux lignes dans le logiciel. Selon l'extraction fournie, le bâtiment 10 contenait 91 kg d'acétaldéhyde (4 x 45,5 kg, 91kg au total en supprimant les 2 doublons). Sur le terrain, cependant, seulement 45,5 kg ont été trouvés, l'exploitant n'a pas su expliquer cette différence à l'inspection. Concernant l'oléorésine chili pepper, l'inspection a relevé une erreur dans l'état des stocks fourni, mais l'exploitant a su justifier l'écart constaté. La prescription n'est pas respectée. L'inspection propose à Monsieur le Préfet des Alpes-Maritimes une astreinte journalière d'un montant de 27 € par jour.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'exploitant doit fournir un plan détaillé des stocks comprenant : <ul style="list-style-type: none">• Le nom des produits stockés• Les rubriques 4XXX associées aux produits

<ul style="list-style-type: none"> • Le stockage par zone d'activité ou zone de stockage • Un plan simple et lisible • Un état des stocks des déchets en capacité maximale (pour tous les déchets susceptibles d'être présents sur site) • Avec une mise à jour quotidienne pour le cas des déchets dangereux <p>De plus, l'inspection souhaite obtenir des précisions sur la manière dont l'exploitant comptabilise la quantité de produits, en particulier pour ceux associés à plusieurs risques (exemple : inflammable + toxique).</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Astreinte
Proposition de délais : 1 mois

N° 2 : Etat des stocks

Référence réglementaire : AP de Mise en Demeure du 27/03/2023, article Article 1
Thème(s) : Produits chimiques, Etat des stocks
Prescription contrôlée : <p>[...] L'article 50-2 de l'arrêté ministériel du 04/10/2010 en disposant d'un état synthétique des matières stockées comprenant l'ensemble des éléments d'information accessibles par les pouvoirs publics. [...]</p>
Constats : <p>L'exploitant a transmis à l'inspection un fichier Excel comportant un onglet pour l'état des stocks synthétique. Cependant, cet état des stocks ne répond pas à la prescription de l'article 50-2. Pour rappel, ce plan est destiné à informer la population, les informations fournies doivent être présentées de manière vulgarisée.</p> <p>Un total global des quantités ne répond pas aux exigences. Le format synthétique doit expliciter les mentions de dangers avec un langage accessible au grand public, la codification HXXX n'est pas compréhensible pour la majorité. De plus, tout comme pour l'état des stocks détaillé, l'état des stocks synthétique doit être réalisé pour chaque zone de stockage ou zone d'activité. Un plan clair doit également accompagner cet état des stocks.</p> <p>La prescription n'est pas respectée. L'inspection propose à Monsieur le Préfet des Alpes-Maritimes une astreinte administrative de 27 € par jour.</p>
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : <p>L'exploitant doit fournir un plan synthétique des stocks comprenant :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Le stockage par zone d'activité ou par zone de stockage • Un plan simple et lisible • Des informations vulgarisées
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Astreinte
Proposition de délais : 1 mois